16 FR

La dynamique des forces de gauche en Asie -

Pierre Rousset

1. Pierre ROUSSET “Elections en Inde : un échec probablement historique des PC « traditionnels »”
2. Pierre ROUSSET” Le Parti révolutionnaire des travailleurs-Mindanao (RPM-M) et la gauche aux Philippines”
3. Danielle SABAI “Mouvements de lutte et gauche au Bangladesh”
4. Frédéric BOBIN “Pakistan : un crime au nom de la tradition”
5. AU Loong-Yu, BAI Ruixue “Chine : la résistance ne désarme pas”

ECOSOCIALIST SCHOOL

International Institute for Research and Education - Amsterdam
23th Novembre – 14th Decembre 2013

Plan de l´exposé

Introduction

Un sujet immense : limites du rapport et du rapporteur.

L'Asie existe-t-elle ?

• Construction vue d'Europe (l'Orient– qui commence au Maroc !)

• Diversité historique et les limites choisies ici : du Pakistan à la Corée (Asie du Sud, Asie du Sud-Est, Asie du Nord-Est…). Aucune partie du monde plus diverse que celle-ci (Thaïlande et Philippines).

• Une réalité géopolitique façonnée par les révolutions du XXe siècle (Russie, Chine, Vietnam…), la partition de l'Empire britannique (1947), les grandes contre-révolutions (Indonésie 65, Corée du Sud…) – et « figée » par la « division du monde » en deux « blocs ».

I. L'Asie en déséquilibre

Un monde en déséquilibre sous les coups de la mondialisation capitaliste.

Deux grands facteurs spécifiques de déséquilibre concernent l'Asie :

1. La désintégration de l'URRS (puissance eurasiatique) et la fin des blocs – un bouleversement interne que l'Asie ne partage qu'avec l'Europe orientale (la carte de l'Europe a changé…).

2. L'émergence des deux principales nouvelles puissances : Inde et Chine. Sans équivalent ailleurs.

=> L'Asie est rentrée dans une période de déséquilibres géostratégiques… alors qu'elle est une zone d'importance stratégique (des détroits maritimes aux enjeux économiques).

Exemple 1 : Vu du Pakistan. Plus d'alliances assurées. Le front afghan fracture l'Etat pakistanais alors que le front indien le soudait.

Exemple 2 : La Chine, puissance régionale. De la Birmanie et l'Afghanistan à la péninsule coréenne. Les archipels et les territoires maritimes. (ne pas oublier l'Inde en Asie du Sud).

Exemple 3 : le nouveau nationalisme nippon.

Exemple 4 : le redéploiement militaire US., inclut la tutelle de la bombe pakistanaise., le Vietnam, Mindanao, l'Australie, la VIIe Flotte…

L'interdépendance des puissances => pas de guerres interpuissances… (sauf si…).

Mais le militaire joue à nouveau un rôle croissant dans les rapports de forces en Asie.

=> Actualité du combat antiguerre (Pakistan/Inde… Japon/Corée/Taiwan/Chine)

La sécurité du point de vue des peuples : déterritorialiser les mers… (Inversion de la tendance des temps modernes), dénucléarisation, combat contre les nouveaux nationalismes xénophobes…

II. Quelques grandes questions

A. La Chine.

Comprendre le rapport « paradoxal » entre le succès de la révolution (1949) et le succès de la contre-révolution chinoise.

Le capitalisme bureaucratique et le nationalisme de puissance.

La corruption au cœur du modèle chinois et le début d'une nouvelle période ?

Résistances sociales, conscience de classe… mais l'organisation ? Une gauche politique ?

B. Fondamentalismes religieux et oppressions

Les années 70. Encore l'âge d'or des partis communistes et des nationalismes laïcs. L'exemple des Philippines : CNL et MNLF.

La montée des fondamentalismes dans une région du monde aux cultures très diverses : que devient le Pakistan ? L'hindouisme radical en Inde. L'extrême droite bouddhiste au Sri Lanka.

L'Etat, les religions dominantes et les colonisations internes (Sri Lanka, Philippines).

Les oppressions en « poupées russes ». Lumads et musulmans de Mindanao. Tamouls et musulmans de Sri Lanka… Les « peuples indigènes » et « peuples des forêts ».

La condition de la femme. Pakistan : Benazir Bhutto, les talibans, l'envoilement et les « traditions » tribales.

=> retour sur une question stratégique : face à la politique du « diviser pour régner » (conflits intercommunautaires…), comment unifier ?

C. Désintégrations sociales, surexploitation du travail

Europe : désintégration sociale sur fond de déclin économique. Asie : aussi désintégration sociale sous les coups de boutoir d'un développement capitaliste brutal.

Il ne s'agit pas de décrire des formations sociales, mais d'appréhender des problèmes à résoudre.

Classe ouvrière : L'hyperexploitation au Pakistan. Les fermetures d'usines aux Philippines. Les incendies industriels (Thaïlande, Pakistan, Bangladesh…). La mise au chômage/retraite de 40 millions de travailleurs des entreprises d'Etat en Chine (remplacé par des migrants « sans papiers » venus des campagnes…).

Les droits des travailleurs (et syndical) comme droits humains fondamentaux… Le rapport en organisation des pauvres urbains et organisation du salariat…

L'ampleur des migrations. La nature dominante de la migration sous la mondialisation (sans espoir). Les responsabilités des mouvements des pays de départ (préparation, suivi des familles…) et des pays d'accueil (la régularisation…).

Le danger de désintégration des communautés villageoises. Chassées pour laisser place à des zones industrielles. Dévitalisées par la migration. Fragmentées par le marché. Retour sur l'agriculture paysanne (organique) comme mode de résistance active.

L'impact dévastateur des guerres et des catastrophes humanitaires (même au Japon). La politique de l'aide (auto-organisation). Se battre pour que les victimes gardent leurs droits – et se vivent comme ayant des droits.

L'instabilité des structures sociales populaires est-elle bien une caractéristique dominante ? Et comment y répondre ?

III. L'Asie en luttes

Le Népal et la dernière révolution en date. Une révolution, un gouvernement… et après ?

Le Pakistan, terre de luttes et pas seulement de guerres.

Les réseaux… du Forum populaire Asie-Europe, des réseaux contre la dette, pour les protections sociales, aux mouvements antinucléaires et à l'IIRE-Manila…

Une grande diversité politique à gauche. Le déclin des grands

partis communistes « traditionnels » (Bengale occidental). La division et l'évolution des mouvements maoïstes. Les mouvements « anti-partis ». Durcissement sectaire de certains, ouverture unitaire de beaucoup (Philippines).

Le destin inattendu de la QI en Asie. Devenu la principale région de l'Internationale – avec une grande variété d'organisations.

Certaines issues de la radicalisation « quartiste » de la jeunesse des années 70 (Japon, Hongkong) (le cas indien).

Venues d'autres branches du trotskisme (Sri Lanka, Pakistan), du maoïsme (Philippines, Bangladesh), d'une discontinuité historique (no-isme) (Indonésie), de courants pro-Moscou (Pakistan aussi), etc.

Des situations très différentes. Trois exemples contrastés : Le CPB-ML (Bangladesh). Le RPM-M (Mindanao). Le LPP et maintenant AWP (Pakistan).

Des points de convergences programmatiques (dont la lutte pour le socialisme). Une internationale qui respecte l'identité de chaque organisation nationale (voir à contrario l'expérience et les craintes du PSM, Malaisie). Des solidarités et une identité régionales en constitution (voir le rôle de l'école de Manille). Des engagements communs dans les forums et réseaux mondiaux ou régionaux…

Des leçons généralisables à d'autres secteurs de la gauche militante asiatique.

La répression. La solidarité. L'internationalisme.

Questions pour la discussion

1. Pour celles et ceux qui ne viennent pas d'Asie : qu'y a-t-il de commun et de différent par rapport à votre région ? Pour qui vient d'Asie : les mouvements de gauche peuvent-ils construire une « conscience pan-asiatique » commune ?
2. Peut-on (déjà) dire que la Chine est une puissance capitaliste ? Ou même (déjà) impérialiste ?
3. Dans vos pays, êtes-vous confronté à l'instabilité des milieux sociaux (instabilité de l'industrie, désagrégation des communautés agraires et « indigènes », migrations massives, conséquences de l'endettement… qui rendent difficile la stabilité de l'implantation sociale et des mouvements sociaux ? Comment faire face ?
4. L'Asie offre un cas de figure où plusieurs « puissances » opèrent. Faut-il alors choisir la puissance la « moins » dangereuse (« campisme »), ou construire l'indépendance des mouvements sociaux envers toutes les « puissances » ? Qu'est-ce qui caractérise l'internationalisme aujourd'hui ?

Elections en Inde : un échec probablement historique des PC « traditionnels »

Pierre ROUSSET

Les deux partis communistes « traditionnels » – le PCI et le PCI-M – ont subi un très sérieux revers aux élections législatives indiennes qui se sont conclu le 13 mai 2009 et qui ont été emportées par le Congrès. Vu la place qui est aujourd'hui celle du PCI-M parmi les partis issus des courants prosoviétiques ou dits « eurocommunistes », cette question a une portée internationale.

En Inde, au fil du conflit sino-soviétique, le Parti communiste des origines a principalement donné naissance à trois composantes : Le Parti communiste indien « maintenu » (PCI) qui reste pro-Moscou. Le PC « marxiste » (PCI-M) qui adopte un profil international « ni-Moscou, ni-Pékin ». Les PCI « marxiste-léniniste » (PCI-ML), pro-chinois, qui finiront par se fragmenter en un éventail d'organisations concurrentes. Si les maoïstes représentent la référence dominante dans l'extrême gauche militante (aujourd'hui encore pour une part armée), le PCI et le PCI-M (surtout) ont gardé une importante représentation parlementaire.

L'Inde est une fédération où aucun parti n'a une implantation homogène à l'échelle du pays-continent. Les PC peuvent être au pouvoir dans certains Etats alors qu'ils sont quasi inexistants dans d'autres (comme au Gujarat dans l'Ouest). Lors de précédentes échéances électorales, le PCI-M avait connu un succès qui lui avait permis –chose rare– de gouverner simultanément les trois Etats où il est le mieux implanté : le Bengale occidental et Tripura au Nord-Est, le Kerala au Sud-Ouest.

Démographiquement (plus de 80 millions d'habitants), politiquement et économiquement, le Bengale occidental (capitale Calcutta) est de loin le plus important. Après une première victoire en 1967, le PCI-M a dirigé cet Etat en permanence depuis 1977 via, dernièrement, un « Front de gauche ». Le PCI-M a aussi dirigé, mais de façon de façon discontinue (à savoir une législature sur deux), le Kerala et ses quelque 35 millions d'habitants.

Au niveau fédéral, après les précédentes élections législatives de 2004, le PCI-M a constitué un bloc de gauche fort de 62 députés – soit le troisième groupe parlementaire. Le Parti du Congrès ayant besoin de leur soutien pour pouvoir gouverner, cette coalition autour du PCI-M avait une influence réelle : elle a notamment pu imposer le « gel » du rapprochement sur les questions nucléaires entre New Delhi et Washington et freiner certaines mesures de libéralisation économique.

Les PCI et PCI-M dirigent les principaux syndicats de gauche (Aituc et Citu) [1] ; les plus grandes confédérations étant liées aux partis bourgeois gouvernementaux (Congrès et BJP – la droite extrême, hindouiste). Via leurs organisations de masse, ils se sont aussi engagés à fond dans le processus des forums sociaux mondiaux, jouant un rôle important (de concert avec d'autres composantes) dans l'organisation du forum de Bombay (Mumbai) en 2004. Le PCI-M annonce près d'un million de membres.

Sur le plan international, le PCI-M (c'est moins vrai pour le PCI) occupe une place particulière : il est l'un des seuls à garder une réelle capacité d'initiative politique parmi les « grands » partis issus du mouvement communiste prosoviétique et stalinien. Il n'en vient pas moins de subir un très sévère revers électoral lors des élections législatives (elles ont duré un mois, commençant le 16 avril et s'achevant le 13 mai 2009).

Le nombre de députés fédéraux du PCI-M est tombé de 43 à

16 et celui du PCI de 10 à 4. Ils ont constitué un groupe parlementaire avec, notamment, des partis régionaux, comprenant initialement 67 députés, mais c'est un bloc politiquement très fragile, hétéroclite. L'alliance dirigée par le Parti du Congrès a la majorité et s'est libérée de sa dépendance à l'égard des PC. Dans le Tripura, le PCI-M préserve certes sa base électorale, mais ce petit Etat (plus de 3 millions d'habitants) ne représente qu'un enjeux politique marginal., En revanche, il recule brutalement dans ses bastions du Bengale occidental, où la gauche ne gagne que 15 sièges (dont 9 au PCI-M) au lieu de 35 en 2004, et du Kerala (4 sièges au PCI-M contre 19 à la coalition de gauche en 2004).

Le jeu politique en Inde varie considérablement suivant les Etats et les raisons de ces échecs ne sont pas partout les mêmes – au Kerala, par exemple, le PCI-M a été ouvertement divisé par une intense lutte de fraction. Le PCI-M avait par ailleurs eu l'intelligence de ne pas entrer dans le gouvernement fédéral durant la précédente législature, soutenant le Congrès de l'extérieur et gardant ainsi une certaine liberté politique. Mais la crise a éclaté dans sa place forte du Bengale occidental, après des décennies de pouvoir continu et la corruption qui l'accompagne. Le gouvernement du Front de gauche a voulu s'ouvrir à la mondialisation capitaliste et créer des zones industrielles franches, en chassant, pour ce faire, de leurs terres les paysans. Grâce à la mise en œuvre d'une réforme agraire, le PCI-M bénéficiait d'un important appui populaire dans les campagnes. Mais cette fois, à Singur et Nandigram, il s'est heurté en 2007 à de violentes résistances rurales. Il y a répondu par une répression très brutale, parfois sauvage, la police se comportant comme dans les autres Etats dirigés par le centre ou la droite – il y a eu de nombreux morts, viols, etc.

L'impact de ces événements a été considérable. Après des convergences unitaires exceptionnelles, à l'occasion notamment du Forum social [2], ils ont créé un véritable fossé de sang entre le PCI-M et d'autres d'autres composantes progressistes indiennes qui se sont rangées aux côtés des villageois de Singur et Nandigram. Cet impact d'autant plus grand que les conflits entre paysans et groupes industriels (automobiles Tata…) se multiplient en diverses régions du pays et que les villageois reçoivent généralement le soutien actif de la gauche.

Il n'y a pas vraiment eu, lors des dernières élections, une « vague » en faveur du Parti du Congrès dont les PC auraient pâti malgré eux. Le Congrès a surtout bénéficié du déclin des autres forces fédérales comme le BJP (extrême droite hindouiste) et les gauches ; ainsi que de la montée des partis régionaux qu'il peut se rallier. La défaite n'est pas venu essentiellement de circonstances « extérieures », mais bien, semble-t-il, d' une rupture des liens entretenus avec leur base sociale, au moins dans les Etats où ils ont été au pouvoir – singulièrement au Bengale occidental.

La défaite des PCI/PCI-M n'est donc probablement pas seulement conjoncturelle. Elle reflète des évolutions profondes. Dans un pays-continent comme l'Inde, il faut se garder de généralisations hâtives. Mais le PCI-M est touché en son cœur – le Bengale occidental – et son orientation d'ensemble est en cause.

Les élections d'avril-mai 2009 concernaient l'Assemblée nationale (Lok Sabha). Sauf exception, il ne s'agissait pas d'élire les assemblées d'Etat – on verra quand elles se produiront si elles confirment les évolutions en cours. Mais on assiste probablement à un tournant historique pour la gauche indienne ; un tournant à la portée internationale. Après l'affaissement de Refondation en Italie et les compromissions du PC en Afrique du Sud, la crise du PCI-M amorcerait en effet le déclin et la perte d'identité de l'un des derniers (du dernier ?) des grands partis communistes « traditionnels ». [3]

Notes

[1] Aituc : All India Trade Union Congress. Citu : Center for Indian Trade Unions.

[2] Voir Pierre Rousset, Mumbai : Rien n'était joué d'avance http://www.europe-solidaire.org/spi...

[3] J'utilise ici, faute de mieux, le terme de « traditionnel » pour inclure à la fois le PCI et le PCI-M dans le cas indien et, sur le plan international, tous les partis issus pour l'essentiel du mouvement communiste pro-Moscou et stalinien, y compris des organisations qui se sont « renouvelées » et qui ont connu une évolution notable, comme Refondation en Italie.

Je laisse ici de côté l'évolution possible des partis est-européens et ne traite pas de ce que deviennent les partis-Etats du Vietnam à Cuba.

Le Parti révolutionnaire des travailleurs-Mindanao (RPM-M) et la gauche aux Philippines

Pierre ROUSSET

28 octobre 2010

Nous avons déjà publié sur le site d'ESSF un reportage sur le second congrès du Parti révolutionnaire des travailleurs (Mindanao) [1] et un message de solidarité [2] soulignant l'intérêt international de son expérience. Nous publions maintenant un article situant la place originale que le RPM-M occupe dans la gauche philippine. Cet article a été écrit pour Tout est à nous la revue [3], n°14 de novembre 2010. Il présente aussi brièvement le développement des liens internationaux entre partis radicaux d'Asie.

Le PRT a tenu en août dernier sont deuxième congrès. Implanté avant tout dans une zone où cohabitent les « trois peuples » de Mindanao, il occupe une place originale dans la gauche philippine – une gauche radicale où la question de l'unité reste irrésolue.

Le Parti révolutionnaire des travailleurs (Mindanao) – ou RPM-M pour utiliser son sigle tagalog – s'est réuni en congrès aux Philippines, dans une base de guérilla, sous la protection de quelques dizaines de combattants. Non par romantisme passéiste, mais par nécessité : ses membres sont menacés par de nombreux groupes armés. Impossible dans ces conditions de se retrouver comme tout un chacun en ville, dans une salle même discrète ; le danger est trop grand.

Neuf ans après sa fondation en 2001, le RPM-M a donc tenu son deuxième congrès en montagne, dans la grande île de Mindanao, au sud de l'archipel philippin. Comme son nom l'indique, il est en effet avant tout un parti « mindanaouin » : il agit dans la région la plus militarisée du pays, marquée notamment par un très long conflit entre le gouvernement et les organisations militantes enracinées dans les populations musulmanes, les « Moros ». Plutôt que de revenir ici sur le congrès lui-même – je renvoie pour cela au reportage déjà publié

à ce sujet [1] –, je voudrais tenter d'expliquer ce qui fait l'originalité du RPM-M au sein de la gauche philippine.

Les enfants rebelles du PCP

Première clé d'explication : l'héritage contradictoire du Parti communiste des Philippines. Ce parti, maoïste, a été le seul à même d'organiser dans les années 1970 la résistance au régime dictatorial du président Ferdinand Marcos. De ce fait, il a profondément marqué une génération militante tout entière. Il s'est cependant révélé incapable, au début des années 1980, de comprendre que la dictature allait être renversée par une combinaison inédite de mobilisation de masse majoritaire et de rébellion militaire minoritaire, et non pas à l'occasion d'une offensive des forces de guérillas comme le prévoyait la direction du parti.

L'héritage du PCP est profondément ambivalent. Il a incarné une grande tradition révolutionnaire et militante, mais aussi des orientations et des pratiques très bureaucratiques. Il a connu de terribles purges internes, nourries par une peur paranoïaque de l'infiltration. Alors qu'une réévaluation d'ensemble de ses références devenait urgente, sa direction a refusé l'organisation d'un débat en son sein avec la tenue d'un congrès, provoquant de nombreux départs et plusieurs scissions dans les années 1980-1990. Depuis, ce parti s'est engagé dans un cours hypersectaire, allant jusqu'à assassiner des cadres des autres mouvements de gauche.

Dans leur majorité, les courants actuels de la gauche radicale aux Philippines, y compris le RPM-M, sont issus du Parti communiste. Tous ont été confrontés au même défi : préserver les traditions révolutionnaires d'antan tout en modifiant profondément les conceptions politiques et programmatiques héritées du PCP. Ils s'y sont attaqués avec plus ou moins de bonheur suivant les cas. Le RPM-M est l'une des organisations qui y a le mieux réussi.

Une nouvelle gauche pluraliste

Seconde clé d'explication : la forme prise par la crise du maoïsme philippin. Dans un premier temps, un espace s'est dégagé qui a permis à des composantes très minoritaires de la gauche marxiste philippine, non maoïste, de s'affirmer en dehors de ses rangs et de gagner en envergure. Une décennie plus tard, les ruptures se sont produites au sein même du PCP. Cependant, dans un parti clandestin et en l'absence de débat organisé à l'échelle nationale, les scissions se sont produites en ordre dispersé. Un sus du départ individuel de nombreux membres, diverses structures du PCP ont pris leur indépendance. Ce fut le cas de commissions (front uni…) ou de secrétariats (paysan…), mais aussi d'importantes unités territoriales, régionales, dans le nord, le centre et le sud de l'archipel.

La crise du PCP a donc donné naissance à plusieurs organisations révolutionnaires souvent issues d'une histoire régionale. Il y a eu depuis des tentatives de regroupement (certaines sont en cours), mais aujourd'hui encore, pour comprendre ce que sont les diverses composantes de la gauche radicale aux Philippines, il faut savoir d'où elles viennent : de quelle région ? de quel secteur d'activité ?

Le RPM-M vient de l'unité régionale chargée pour le parti du travail dans le centre de Mindanao (d'où son nom, à l'époque : Central Mindanao Region ou CMR). Cette région a rompu en bloc, en 1993, avec la direction du PCP, emmenant avec elle l'ensemble des structures sous sa responsabilité : parti clandestin, forces de guérilla (qui a pris le nom d'Armée révolutionnaire du peuple, RPA), travail de masse, formations légales… Particularité essentielle, CMR avait la responsabilité du « lien » entre les « trois peuples » de Mindanao : la « nationalité majoritaire » aux Philippines (les « chrétiens » pour faire bref), les Moros (musulmans) et les lumads (tribus montagnardes), ces dernières constituant toujours l'une des principales bases sociales du RPM-M, ce qui est assez original.

Une nouvelle génération militante

Troisième clé d'explication : le passage de relais entre générations militantes. Plus encore que dans bien d'autres pays, il constitue un défi aux Philippines. Les cadres « historiques » de la gauche révolutionnaire ont combattu sous la dictature Marcos, renversée en 1986, une situation que n'a jamais vécue le gros des militantEs actuelEs. Le congrès du RPM-M a montré que ce relais générationnel était bien engagé : la majorité des membres de la nouvelle direction nationale sont « jeunes » (au sens de « postdictature »).

Entre l'époque du PCP et aujourd'hui, le courant qui a constitué le RPM-M a connu une profonde évolution politique. Internationaliste et à la recherche d'une alternative au maoïsme, il a rejoint la Quatrième Internationale où il joue un rôle grandissant. De nouveaux secteurs d'activité on été développés, comme le terrain électoral. La conception de la lutte armée s'est modifiée. La « question démocratique » est devenue une préoccupation centrale dans le fonctionnement du parti, les rapports aux mouvements sociaux ou la reconnaissance du droit à l'autodétermination des communautés tribales…

Cependant, le RPM-M ne peut échapper aux contraintes imposées par la situation à Mindanao. Les pourparlers de paix avec le gouvernement n'aboutissent pas. Il doit toujours se protéger de nombreuses menaces armées. Même si l'accent est mis sur l'activité de masse légale, il reste donc un parti clandestin doté d'une force de guérilla au rôle « défensif ».

Une situation incertaine à gauche

Quatrième clé d'explication : la difficulté à constituer un parti à l'échelle de l'archipel entier. La plupart des organisations philippines sont principalement enracinées dans un nombre limité de provinces et de secteurs sociaux, en fonction de leurs origines, même si elles ont élargi leurs réseaux militants. Le RPM-M est conscient du problème et a impulsé un regroupement avec d'autres structures régionales issues du PCP. Mais cette fusion a douloureusement échoué. C'est au tour du Parti de la force des masses (PLM) de tenter l'aventure, dans la région de Manille

La question de l'unité se pose et se posera avec d'autres formations de la gauche radicale, comme le Parti des travailleurs (PM), à Manille encore, ou le Parti marxiste-léniniste des Philippines (MLPP), originaire du Centre Luzon.

Akbayan – le Parti d'action citoyenne –, légal, est devenu l'une des principales composantes de la gauche philippine. L'influence de courants qui n'ont jamais été au Parti communiste, comme Bisig, y est prépondérante, même s'il comprend aussi d'anciens du PCP. Lors des récentes élections présidentielles, Akbayan a soutenu la candidature de « Noynoy » Aquino, qui l'a emporté. Certains de ses cadres se retrouvent aujourd'hui avec des responsabilités paragouvernementales, tout en sachant que le nouveau régime ne rompra pas avec les élites. Cette « cohabitation » devrait en principe se terminer assez rapidement, une fois l'expérience faite, au risque sinon d'ouvrir une crise au sein du parti, d'affaiblir la gauche militante dans son ensemble.

La gauche radicale des Philippines reste la plus importante en

Asie du Sud-Est, mais elle a perdu l'initiative politique depuis une vingtaine d'années – le cours hypersectaire du PCP y est pour beaucoup. Aucune organisation ne peut seule répondre à cette situation et la question de l'unité reste posée avec acuité.

Pierre Rousset

1. Ce reportage est publié dans le dernier numéro de la revue Inprecor. Il est aussi disponible sur le site europe-solidaire.org (article 18589). Voir aussi le message de solidarité au congrès (sur ESSF : article 18542).

La gauche philippine comprend un grand nombre d'organisations et de courants. En simplifiant, regroupons-les en trois « familles ».

Le Parti communiste. Bien qu'affaibli, il reste la principale organisation clandestine et la mieux armée. Il s'est engagé après les scissions de 1993 dans un cours hypersectaire. Il dirige la Nouvelle Armée du Peuple (NPA), le Front national démocratique (NDF) et un important « bloc » de forces légales appelées « réaffirmistes » (RA), car elles ont « réaffirmé » la validité des orientations définies en 1968 et dans les principaux textes programmatiques du PCP. Les « réaffirmistes » ont des élus au Parlement.

Les « rejectionnistes » (RJ). Ce sont les courants qui, au sein du PCP, ont « rejeté » la ligne de 1968 et demandé une réévaluation de l'orientation du parti. Elles ont scissionné en 1993 et combinent souvent parti clandestin et parti (ou front) électoral légal. Dans la région de la capitale, les scissions dans la région de la capitale ont notamment donné naissance au Parti de la force des masses (PLM) et au Parti des Travailleurs (PM) ; dans les Visayas au Parti révolutionnaire des Travailleurs-Philippines (RPM-P) ; dans la région Centre de Mindanao au Parti révolutionnaire des Travailleurs-Mindanao (RPM-M). Le Parti marxiste-léniniste des Philippines (MLPP) provient d'une scission plus tardive dans le Centre Luzon. Il existe d'autres organisations plus petites que l'on ne peut pas mentionner ici.

La gauche marxiste et socialiste « indépendante ». Divers courants marxistes n'ont jamais appartenu au Parti communiste. Ils se sont dans une large part regroupés en 1985-1986 pour donner naissance à l'organisation socialiste Bisig. Cette dernière joue aujourd'hui un rôle important dans le parti légal « d'action citoyenne » Akbayan ! où se trouvent aussi des composantes issues du PCP. Akbayan ! a des élus au Parlement.

Un cadre unitaire rassemble toutes les organisations en dehors du PCP et des « réaffirmistes » : Combat des masses (LnM), mais cette coalition manque actuellement de dynamisme.

Liens asiatiques

Les liens se renforcent aujourd'hui entre partis radicaux en Asie – et le réseau de contacts asiatiques dont bénéficie, en France, le NPA s'élargit parallèlement.

IIRF-Manila. L'expérience du tout jeune Institut international de recherche et de formation à Manille est à ce titre très intéressante. La maison mère avait ouvert ses portes en 1982 à Amsterdam, organisant des sessions de formation destinées à des militantEs venuEs de tous les continents. Elle vient de voir naître deux rejetons en Asie : à Manille (Philippines) d'abord puis, plus récemment encore, à Islamabad (Pakistan).

En août dernier, l'IIRF-Manille a tenu sa seconde session de formation. On loge, mange et se réunit dans les locaux un peu exigus de l'Institut, quitte à dégager tables et chaises, puis à placer des poufs par terre pour faire de la place aux 22 participantEs et intervenantEs (certains ne pouvant pas rester durant les trois semaines complètes d'échanges militants).

Même si quelques Européens étaient là (Néerlandais et Français), l'essentiel des présents venait de huit pays d'Asie soit, en plus des Philippines, le Japon, Hongkong, Taïwan, l'Indonésie, le Bangladesh, le Pakistan et Sri Lanka. Porté par des militantEs proches de la Quatrième Internationale, l'IIRF-Manille est ouvert à diverses composantes de la gauche asiatique. Des organisations d'origines variées s'y retrouvent, y compris quatre courants philippins invités à titre de participantEs ou d'intervenant.e.s.

L'IIRF-Manille contribue ainsi au développement de liens régionaux entre un nombre grandissant de partis. Une session de formation relativement longue assure une qualité d'échange que de courtes conférences ne permettent pas. Grâce à de telles activités, certaines organisations qui se connaissaient depuis longtemps commencent à collaborer plus étroitement que par le passé à un projet politique commun. Les sessions permettent aussi d'en inviter d'autres avec qui les rapports étaient restés ténus (ce fut ici le cas pour l'Indonésie) ou même d'en inviter dans des pays où il n'existait jusqu'à tout récemment aucun contact (ce fut ici le cas pour le Bangladesh).

Réseau partidaire régional. Grâce à une impulsion donnée cette fois par le Parti socialiste de Malaisie (PSM) – la seule organisation significative d'extrême gauche dans ce pays –, un nouveau réseau régional de partis radicaux voit progressivement le jour. Il bénéficie d'une expérience précédente, celle de la Conférence internationale de solidarité Asie-Pacifique (APISC) organisée une décennie durant par le Parti socialiste démocratique (DSP) d'Australie. Ce dernier étant entré en crise et ayant finalement scissionné, la Conférence a perdu son dynamisme. Le nouveau réseau tente de ne pas trop dépendre de l'investissement d'une seule organisation nationale pour mieux garantir sa pérennité.

Visite à Paris. Début octobre, le Forum populaire Asie-Europe (AEPF) s'est réuni à Bruxelles. Dans la foulée, une dizaine de délégués asiatiques sont venus à Paris prendre le pouls des luttes en cours pour les droits sociaux, venant d'Indonésie, de Malaisie et des Philippines. Ils ont pu rencontrer des chercheurs, le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), le Centre Lebret, Droit au logement (DAL), les Roms et des migrants asiatiques, Ritimo ? et des militantEs d'Attac, Emmaüs et Solidaires. Le NPA a aussi eu l'occasion de les rencontrer longuement. Les échanges ont été d'autant plus intéressants que le « climat social » français passionne dans bien des pays et que nous n'avions parfois encore jamais rencontré certaines de ces organisations (Indonésie), ou que nous n'avions encore jamais eu l'occasion de les recevoir en France (Malaisie, certains Philippins).

Mouvements de lutte et gauche au Bangladesh

Danielle SABAI

12 octobre 2011

Le Bangladesh, (le Bengale orientale avant son indépendance en 1971) est un pays avec une forte tradition de luttes. Les luttes paysannes et ouvrières y ont toujours été très importantes et combattives et la gauche bien que faible et divisée reste puissante avec un soutien de masse important.

La gauche bangladaise a été profondément marquée par la division internationale entre les courants maoïstes et staliniens. Le parti communiste du Pakistan oriental (le Bangladesh depuis 1971) a lui-même été divisé entre une aile pro-Moscou et une aile pro-Pékin.

Ces deux courants ont pris des positions radicalement opposées durant la guerre de libération en 1971. Le courant pro-Moscou, le parti communiste bangladais (PCB), a soutenu la guerre de libération et l'établissement du socialisme au Bangladesh par la voix parlementaire. Cette orientation l'a amené à se rapprocher de la ligue Awami [1] parvenue au pouvoir après la guerre de libération.

Majoritairement, l'aile pro-Pékin, suivant le choix de Mao de s'opposer à la partition du Pakistan, n'a pas soutenu la guerre de libération. Elle l'a dénoncé comme étant une « machination indo-soviétique » pour favoriser l'expansionnisme indien dans la région et l'hégémonie soviétique. D'aller à contre courant d'une guerre soutenue massivement par la population a coûté cher au courant maoïste qui s'est divisé après 1971 en d'innombrables factions et s'en est trouvé durablement affaibli.

Durant les années 70 et 80, une succession de dictatures militaires a renforcé les difficultés de développement des partis révolutionnaires et radicaux, renforçant les tendances à la division.

Aujourd'hui la gauche bangladaise est partagée en deux blocs distincts. Des partis comme le PCB et le Parti des travailleurs ont choisi de collaborer avec la ligue Awami lorsque celle-ci est au pouvoir [2] .

En dehors des sphères liées au pouvoir, certains partis de gauche ont cherché à dépasser leurs divisions en lançant en septembre 2007 une coalition nationale, l'alliance de gauche démocratique, avec pour objectif de lutter pour un Bangladesh démocratique et de faire émerger une opposition crédible aux deux principaux partis qui alternent au pouvoir [3] . Cette alliance, qui est constituée par 10 partis de la gauche radicale [4]

, se situe clairement en opposition aux partis politiques de l'establishment mais aussi en opposition aux partis de gauche qui participent à la gestion du pouvoir. Des discussions sont en cours pour renforcer et élargir l'alliance à d'autres forces de l'opposition . Bien que les partis formant la coalition puissent avoir des idées sensiblement différentes, ils s'accordent sur un programme minimum qui leur permet d'intervenir sur la scène politique à un niveau national.

Sur le terrain, malgré ses divisions et sa faiblesse numérique, la gauche radicale bangladaise reste forte. Grâce à une longue tradition de luttes, elle a acquis un soutien de masse parmi les ouvriers et les paysans. Les partis politiques de la gauche radicale ont pour la plupart développé des organisations de masse qui ont permis le développement de luttes spectaculaires avec des résultats significatifs. A titre d'exemple, le CPB-ML dirige les fédérations Krishok et Kishani Sabha, deux organisations paysannes représentantes de la Via Campesina au Bangladesh et fortes de deux millions de membres.

Plusieurs partis politiques comme le parti des travailleurs révolutionnaires ou le parti démocratique révolutionnaire ont développé des syndicats dans le secteur du textile. Les partis de la gauche radicale ont aussi développé un travail et des organisations de masse en direction des étudiants et des femmes.

On retrouve ses organisations de masse et ses syndicats dans de nombreuses luttes qui ont vu le jour ses dernières années et ont rencontré un certain écho au niveau international.

En 2010 plusieurs vagues de grève ont éclaté dans le secteur de l'industrie textile. Ce secteur représente 80% des exportations bangladaises et emploie plus de trois millions de personnes. Les ouvriers, principalement des femmes, y travaillent pour un salaire de misère dans des conditions moyenâgeuses pour des donneurs d'ordre occidentaux qui commandent de grandes quantités de textile à bas coûts.

Entre le 19 et le 23 juin 2010, 800 000 ouvriers ont cessé le travail pour réclamer une hausse des salaires. En juillet et août, près de 700 usines ont été touchées par des vagues de grève, toujours sur la question des salaires. En décembre, de nouvelles mobilisations ont eu lieu pour obtenir la prise en compte de la hausse des salaires obtenue en août et toujours pas effective en novembre. Les mobilisations sont fortement réprimées par la police anti émeute et il n'est pas rare que des travailleurs soient tués dans le cours des mobilisations. Mais malgré la répression et les intimidations des militants syndicaux, les luttes restent très fortes [5].

D'autres luttes tout aussi significatives ont vu le jour, notamment sur les questions environnementales. Par exemple, dans le district de Phulbari, les communautés locales se sont mobilisées pour faire échec à un projet de mine de charbon à ciel ouvert d'une compagnie basée en Angleterre, GMC Resources plc, soutenue par des fonds de pension et des banques privées. Si ce projet voyait le jour, jusqu'à 500 000 personnes pourraient être déplacées et l'environnement très dégradé. La mobilisation a été soutenue par le comité national pour protéger le pétrole, le gaz, les ressources minérales et les ports (NCPOGMPP), un collectif constitué par des experts, des chercheurs, des partis politiques et des individus. Ce collectif constitue « une nouvelle forme de mouvement politico-social avec son expérience de travail sur l'intérêt national, particulièrement contre les accords douteux avec les multinationales » [6]. Le mouvement de Phulbari est sans précédent tant par l'ampleur de la révolte que la conscience qu'il a développé auprès des communautés locales. Jusqu'à ce jour, il a réussi à empêcher la mise en œuvre de ce projet.

Les luttes paysannes sont aussi particulièrement importantes. Au Bangladesh, 80% de la population travaille dans le secteur agricole et 70% des paysans sont sans terre. Les fédérations Krishok et Kishani Sabha ont mené des luttes importantes pour l'accès à la terre des paysans notamment en organisant des occupations de terre. Depuis les années 2000, ces organisations ont aussi développé la mobilisation des paysans sur les questions du changement climatique et de la souveraineté alimentaire, deux questions fondamentales pour le Bangladesh qui est déjà affecté par le réchauffement climatique.

Notes

[1] La ligue Awami a été à l'avant-garde de la lutte pour l'indépendance du Bangladesh. Les principaux piliers de l'idéologie de ce parti sont le sécularisme, le nationalisme, le socialisme et la démocratie. Dans les faits, la ligue Awami a évolué vers le centre et s'est appliqué à mettre en œuvre les politiques libérales dictées par les organismes internationaux comme la BM, le FMI ou la banque asiatique du développement

[2] Bien que la ligue Awami soit à nouveau au pouvoir depuis les dernières élections en 2009, le PCB est maintenant dans l'opposition. Il a été remplacé par le Parti des travailleurs qui s'est allié à la ligue Awami en participant à une coalition de 14 partis

[3] La ligue Awami et le Parti nationaliste bangladais (PNB). Ces deux partis mettent en œuvre la même politique néolibérale. La différence réside dans les alliances faites. Le PNB est allié à

des partis islamistes alors que la ligue Awami a des accords avec des partis laïcs dont le PCB et le parti des travailleurs

[4] L'alliance est constituée par

— le Bangladesher Samajtantrik Dal (BSD)- le parti socialiste bangladais - qui est une scission du Jatio Samajtantrik Dal (JSD), un parti de la coalition au pouvoir.

— le parti communiste du Bangladesh (CPB-ML), une scission du Parti communiste du Pakistan oriental, formée en 1976

— Le parti révolutionnaire des travailleurs, une scission du parti des travailleurs actuellement dans la coalition au pouvoir.

— Le parti démocratique révolutionnaire, un parti fondé par la fusion entre le Biplobi Oikya Front (issu du CPB-ML) et un parti clandestin le Shramajibi Mukti Andolon.

— Le Ganosanghati Andolon, un courant issu du Jatio Mukti Council, une scission du CBP-Ml

— Le Jatiya Ganofront

— Le Bangladesher Samajtantrik Dal (Mahbub), une fraction du BSD

— Le Bangladesher Samajtantrik Andolon

— Le Bangladesher Workers Party (Punargathito), une autre fraction du parti des travailleurs qui a rejoint récemment l'alliance démocratique de gauche.

— Ganotantrik Majdur Party

[5] Sur le sujet voir : Intensification des lutes ouvrières en Asie pour un salaire vital. http://daniellesabai.wordpress.com/...

[6] Interview avec Anu Muhammad : `Development', Capitalism, NGOs and People's Movements in Bangladesh.

http://daniellesabai1.wordpress.com...

Pakistan : un crime au nom de la tradition

Frédéric BOBIN

25 septembre 2008

On trouvera sur le site d'ESSF un documentation en anglais sur ce terrible « crime de déshonneur » et la mobilisation de réseaux féministes et d'association de défense des droits humains. Voir Pakistan : Bodies of the five women buried alive desecrated by the wild animals (15 août 2008) et Burial of five innocent women in Balouchistan (3 septembre 2008). D'autres articles seront mis en ligne.

Elles étaient trois soeurs, âgées de 16 à 18 ans. Hameeda, Ruqqaya et Raheena vivaient à Baba Kot, village du Baloutchistan, une province aride du sud-ouest du Pakistan aux confins de l'Iran et de l'Afghanistan, là où la terre n'est que sable, cailloux et rocs ciselés par le vent. Elles sont mortes, ensevelies vivantes dans une fosse commune. Victimes d'un « crime d'honneur » qui, par sa sauvagerie inédite, soulève les consciences depuis plusieurs semaines au Pakistan, où l'on s'accommode d'ordinaire de ces meurtres coutumiers.

Hameeda, Ruqqaya et Raheena ont été tuées au nom de la tradition. Elles ont commis le crime de vouloir épouser l'homme de leur choix, et non les cousins que la tribu - les Umrani - leur avait assignés. Que s'est-il vraiment passé en ce 14 juillet, funeste jour où le forfait a été perpétré ? Un scénario émerge au fil des indications publiées dans la presse pakistanaise. Le 13 juillet, les trois jeunes filles avaient quitté leur village de Baba Kot à bord d'un taxi, accompagnées de leur mère et d'une tante. Le groupe prend la direction d'Usta Mohammad, un bourg situé à 80 km, où Hameeda, Ruqqaya et Raheena veulent se rendre au tribunal civil local pour se marier aux élus de leur cœur.

L'escapade sera brève et, surtout, fatale. A peine arrivées à Usta Mohammad, les cinq femmes sont enlevées par un commando d'hommes de la tribu umrani lancé à leurs trousses. Elles ont bafoué l'ordre ancestral, qui enchaîne les filles aux stratégies matrimoniales du clan, et doivent donc être châtiées. Les voilà embarquées - sous la menace de fusils - dans le Land Cruiser de leurs ravisseurs, qui les ramènent au village familial de Baba Kot. Une jirga – assemblée de notables – y est solennellement convoquée pour décider de leur sort. On leur promet une mort très spéciale, précédée d'un épouvantable supplice qui devra servir de leçon à toutes les autres filles de la communauté.

Le lendemain, on conduit les cinq condamnées au cœur d'une zone désertique. Les bourreaux de la tribu ont emmené avec eux une pelleteuse. L'engin commence par creuser une fosse. Puis le conducteur qui est aux manettes joue de la lame dentelée. Il l'abat sur les femmes alignées. C'est comme un couteau géant qui broie leur chair, leurs os, leur crâne. Puis une salve de coups de feu les fauche. La pelleteuse pousse les corps martyrisés dans la fosse, leur tombeau. Elles saignent abondamment mais, écrira plus tard la presse pakistanaise, elles n'avaient pas encore succombé à leurs blessures quand les tortionnaires ont commencé à les recouvrir de sable et de pierres.

Des femmes ensevelies vivantes au Baloutchistan ! Que saurait-on aujourd'hui de ce crime si la société civile pakistanaise, avec ses médias audacieux et ses associations féministes remuantes, ne s'était mobilisée pour éviter que les suppliciées de Baba Kot ne fussent enterrées une seconde fois ? L'information filtre le 24 juillet grâce à un journaliste local courageux, correspondant du quotidien en ourdou Jang au bureau de Quetta, chef-lieu du Baloutchistan. L'article reste vague, ne cite aucun nom, mais son auteur ne tarde pas à recevoir des menaces de mort de la part de la tribu umrani.

JUSTIFICATION CULTURELLE

Dès lors, c'est d'Islamabad, la capitale, où les esprits éclairés ne manquent pas, que s'orchestre le combat journalistique. Le quotidien anglophone The News s'y illustre. Il confie à Rauf Klasra, un journaliste d'investigation habitué aux scandales financiers, la tâche de débrouiller l'écheveau de ce « crime d'honneur », qu'une conspiration du silence semble vouloir étouffer. La police baloutche ne bouge pas, car des personnalités locales de poids y sont impliquées. Le Land Cruiser qui a permis

le rapt des cinq femmes portait une plaque minéralogique officielle réservée aux véhicules du gouvernement du Baloutchistan.

Selon des témoins, l'instigateur de l'assassinat serait Abdul Sattar Umrani, qui n'est autre que le frère de Sadiq Umrani, ministre du logement du gouvernement du Baloutchistan affilié au Parti du peuple pakistanais (PPP), le parti du clan Bhutto aujourd'hui au pouvoir au Pakistan. Le mouvement qu'a incarné pendant plus de deux décennies Benazir Bhutto (assassinée fin 2007) a beau afficher un progressisme théorique sur la question des droits des femmes, les combinaisons politiciennes ont souvent raison des nobles idéaux. Le PPP ne veut surtout pas offenser les chefs de tribu du Baloutchistan, province qui a puissamment contribué à l'élection, le 6 septembre, d'Asif Ali Zardari, veuf de Benazir, à la tête de l'Etat.

Mais le journaliste Rauf Klasra s'accroche. « C'est une énorme histoire, mais j'avais peur qu'elle tombe dans l'oubli, explique-t-il, car nos dirigeants politiques ne s'y intéressaient pas. » L'enquêteur de The News entretient la pression, révèle chaque nouvel indice. Son travail finit par trouver une résonance inattendue au Sénat le 29 août quand, répondant à une interpellation d'une élue sur le drame de Baba Kot, Mir Israhullah Zehri, représentant d'un parti nationaliste du Baloutchistan, se livre à une justification culturelle des « crimes d'honneur ». « Ce sont des traditions multiséculaires, plaide-t-il, et je continuerai à les défendre. » Dans l'hémicycle, les protestations fusent. La télévision filme cette inhabituelle bronca et, du coup, donne une dimension nationale à l'affaire. « Tout a basculé à partir du moment où les télévisions ont retransmis cet incident au Sénat, décode Rauf Klasra. Dans un pays comme le Pakistan, où le taux d'illettrisme est très élevé (70%), la presse écrite n'a que peu d'écho. Une fois que les télévisions se sont emparées de l'affaire, les dirigeants politiques ont dû réagir. » Le Pakistan n'est plus franchement le même depuis que les chaînes privées ont fleuri à la faveur de la déréglementation du secteur audiovisuel, un héritage paradoxal du règne militaire (1999-2008) de l'ex-président Pervez Musharraf.

Ainsi le silence gêné cède-t-il soudain à l'indignation vertueuse. Le Sénat fédéral et l'assemblée provinciale du Sind adoptent des résolutions dénonçant le meurtre collectif de Baba Kot. C'est du jamais-vu dans l'histoire du Pakistan ! Jamais un « crime d'honneur » n'avait soulevé pareille émotion au plus haut niveau de l'Etat. « Il y a une vraie prise de conscience », admet Rauf Klasra. Les féministes elles-mêmes reconnaissent que leur combat, incompris et laborieux il y a une quinzaine d'années, rencontre un écho croissant dans la classe politique. « Je suis maintenant invitée à donner des conférences à l'Ecole de la magistrature », se félicite Samar Minullah, documentariste anthropologue qui s'est spécialisée sur les « crimes d'honneur ». Deux Pakistan se font désormais face. Celui des prétoires et des hémicycles ; et celui des tribus. Une vraie fracture. BOBIN Frédéric

Chine : la résistance ne désarme pas

AU Loong-Yu, BAI Ruixue

29 avril 2012

Tant que faire se peut, notre journal [« solidaritéS »] rend compte des luttes sociales et environnementales en Chine. Nous poursuivons ci-dessous avec une présentation de conflits moins connus que ceux de Honda ou de Foxconn, contribuant à compléter ce paysage chinois [1].

La lutte de Tonghua

La lutte contre la privatisation de l'entreprise sidérurgique de Tonghua (province de Jilin, dans le nord-est de la Chine), qui a conduit à la mort d'un des patrons de l'usine en juillet 2009, s'est terminée par une victoire pour les travailleurs, puisque les plans de privatisation de l'entreprise et de son rachat ont dû être abandonnés. L'entreprise privée qui voulait s'en emparer – Jianlong Steel, la plus grande du secteur – avait d'abord acquis 36% de Tonghua auparavant, ce qui s'était traduit par une vague de licenciements. Les travailleurs – anciens et actuels, avec leur famille – bloquèrent, le 24 juillet, le chemin de fer amenant le minerai à l'usine. L'action se termina à 22 heures le soir, lorsque l'un des patrons Chen Guojin fut battu à mort par les manifestant·e·s. Il était considéré comme le représentant des intérêts de Jianlong et symbolisait la morgue de cette entreprise. La privatisation ainsi stoppée, une participation majoritaire dans l'entreprise a été prise par la Shougang Steel Group, un groupe public l'année suivante. Ce qui ne suffira pas encore à garantir l'emploi, les groupes publics étant souvent restructurés comme ceux du privé.

La lutte de Tonghua est importante, d'abord parce qu'elle montre que les travailleurs n'assistent pas passivement aux privatisations. Ensuite parce que le meurtre d'un patron, à la suite d'une action collective, est une première. D'autres dirigeants ont été tués, mais toujours par un acte isolé. De plus, cette action collective a reçu le soutien de la plupart des autres travailleurs et aussi des internautes. Face à cette colère de masse, les autorités provinciales ont dû reculer et faire des concessions. L'exemple de Tonghua encouragea aussi les travailleurs de la Linzhou Steel, à Puyang (province du Henan), qui séquestrèrent un fonctionnaire du gouvernement municipal durant 90 heures, avant d'obtenir raison.

Les travailleurs de Pepsi en lutte

Autre exemple de mobilisation des travailleurs, celle de milliers d'ouvriers et ouvrières des usines d'embouteillage de Pepsi le 14 novembre 2011, contre l'accord conclu avec le groupe taïwanais Tingyi. Cet accord impliquait la renonciation de Pepsi à ses activités d'embouteillage en Chine, leur transfert à une coentreprise formée par Tingyi et une société japonaise (du groupe Asahi). Les travailleurs et travailleuses de Pepsi devaient donc renégocier leur contrat de travail avec les nouveaux patrons. A cette annonce, les salarié·e·s de Pepsi, maintenus jusqu'alors dans l'ignorance, cessèrent le travail durant une journée. Ils exigèrent soit l'abandon de la reprise, soit le paiement d'indemnités supplémentaires de la part de Pepsi. Cette action de protestation des ouvriers et ouvrières de Pepsi est importante, car, contrairement à ce qui se passe dans la plupart des cas en Chine, les salarié·e·s se coordonnèrent dans plus de cinq villes différentes en même temps (Chongqing, Chengdu, Fuzhou, Changsha et Nanchang). Une campagne en ligne a même eu lieu pour tenter d'amener toutes les entreprises de Pepsi en Chine à rejoindre le mouvement.

Par la suite, Pepsi a dû effectivement concéder quelques compensations salariales ; les messages sur les blogues des travailleurs – rapidement supprimés après leur apparition – ont

montré qu'il y avait encore une certaine insatisfaction quant au résultat obtenu.

Ceux de Wukan et les autres

Le village de pêcheurs de Wukan (env. 13 000 habitants, dans la province du Guangdong) et sa résistance représentent un cas remarquable. L'accaparement des terres des paysans par des fonctionnaires corrompus et chose courante en Chine. Les protestations aussi, mais celle de Wukan en 2011, à la suite de plusieurs plaintes restées sans effet, a débouché sur une véritable manifestation de masse, avec prise d'assaut des bureaux du parti et expulsion du secrétaire du parti. Les villageois furent ensuite repoussés par la police anti-émeute. L'arrestation de la délégation du village, chargée de discuter avec le gouvernement local, remit le feu aux poudres et cette fois-ci, la police anti-émeute, malgré son arsenal, fut repoussée. La mort en détention d'un des représentants du village ajouta encore à la fureur des manifestant·e·s. Mais la lutte se termina à l'avantage des villageois, avec la libération des personnes détenues, la réélection d'un nouveau comité du village et l'assurance que les plaintes seraient traitées. Des élections effectivement démocratiques se sont tenues pour la première fois en mars 2012.

En matière d'environnement, les habitant·e·s de la ville de Dalian (province de Liaoning) ont réussi à obtenir en août 2011 la fermeture (provisoire ?) et la promesse de déplacement de l'usine pétrochimique locale, une tempête ayant provoqué un éventuel déversement d'un produit toxique. A Haimen, près de Wukan, des milliers de villageois ont obtenu en décembre 2011, au prix de plusieurs blessés et de deux morts, la suspension du projet d'une centrale thermique au charbon polluante.

Ce sont là de petits signaux qui traduisent l'audace de la génération actuelle et indiquent que le souvenir de la terrible défaite de 1989 s'estompe. Autant de raisons de ne pas renoncer à l'espoir.

Au Loong-Yu
dirigeant du mouvement pour la justice globale de Hong-kong, membre de la rédaction du China Labour Net ;

Bai Ruixue
membre du China Labour Net.